

MÉMOIRE DE MAX BAUCHET À LA COMMISSION SUR LA QUESTION DE MOURIR DANS LA DIGNITÉ

Mesdames, messieurs,

Mon nom est Max Bauchet, retraité et résident de Deux-Montagnes. J'ai 80 ans, et le sujet débattu par la commission risque bien sûr de me concerner, à plus ou moins court terme.

J'ai suivi occasionnellement les débats de cette commission, et j'en suis arrivé à la conclusion que tous les arguments pour et contre un changement à la législation actuelle ont été largement exposés ; c'est pourquoi j'avais un temps envisagé d'abandonner mon idée de venir témoigner.

Cependant, parmi les divers points de ce débat, il m'est apparu que l'un d'entre eux avait été, non pas ignoré, mais insuffisamment traité, peut-être par crainte que ce ne soit pas jugé politiquement correct, alors que c'est celui qui me paraît être présentement au cœur du débat actuel.

Il s'agit des motivations réelles du refus, plus ou moins explicite, par ceux qui ont choisi de remettre leur vie, et leur mort, entre les mains d'un dogme religieux, de reconnaître à ceux qui ne partagent pas leurs croyances le droit de faire un choix différent, à partir d'autres critères. J'ai donc choisi de limiter mon intervention à ce point, d'autant plus qu'il s'agit à mon sens du principal et véritable obstacle à une reconnaissance du droit de mourir dans la dignité, à tout le moins au Québec.

À titre d'humaniste, je suis en faveur de laisser à chaque citoyen lucide le droit de choisir de quelle manière il veut mourir, à tout le moins parmi les choix qui s'offrent médicalement à lui. Quelqu'un a dit qu'il était très difficile de trouver le bonheur en soi, mais de toute manière impossible de le trouver ailleurs ; il me semble que c'est tout aussi vrai pour la mort : personne ne peut prétendre savoir mieux que chaque individu ce qu'il souffre, ce qu'il pense, et quelles sont les valeurs auxquelles il veut se référer pour déterminer ses choix de mort, comme auparavant ses choix de vie.

Je commencerai par bien préciser que je reconnais, et de bonne grâce, à ceux qui en font le choix, le droit de mourir selon les préceptes d'une religion, de leur religion. Et je crois pouvoir affirmer que tous ceux qui comme moi militent en faveur d'un libre choix face à la mort font preuve de la même tolérance envers les autres.

Par contre, ce qui me surprend le plus, c'est de constater que ceux qui s'opposent au libre choix face à la mort ne font ainsi pas preuve de la même tolérance envers les autres. Et force m'est de constater qu'il s'agit presque toujours des mêmes qui se sont naguère opposés aux diverses évolutions sociales de nos sociétés occidentales, tels l'égalité homme-femme, le droit au divorce, la contraception, les interruptions de grossesses non désirées, et la laïcité des institutions. Et que c'est presque toujours pour des raisons religieuses, même lorsqu'elles sont diluées dans d'autres arguments, d'autres prétextes.

Cette intolérance est d'autant moins compréhensible que dans le débat qui nous occupe il n'est nullement question de remplacer un choix par un autre, mais tout simplement d'ajouter quelque chose à ce qui existe déjà, de donner un choix à ceux que les pratiques actuelles ne satisfont pas, sans enlever quoi que ce soit aux choix existants.

Bien sûr, libre à qui le veut de croire qu'un dieu supposément infiniment bon puisse exiger de ses propres créatures qu'elles finissent leur vie ici bas dans la déchéance physique et mentale et/ou dans des souffrances parfois atroces, tant pour elles-mêmes que pour leurs proches. Mais pourquoi vouloir imposer cette croyance aux autres ?

Il paraît que c'est au nom d'un commandement : «Tu ne tueras point». Il est bien dommage que cet

admirable commandement se soit révélé si peu sacré pendant les croisades, pendant les innombrables guerres de religion, et qu'il n'ait pas davantage inspiré la très sainte inquisition, au cours desquelles incidemment la charité chrétienne ne s'est pas révélée plus charitable que celle des autres... mais il faut croire que c'était pour une bonne cause, et qu'une mort décente n'en est pas une...

Au nom de quel principe les adeptes des diverses religions prétendent-ils refuser aux autres une liberté de choix qu'ils exigent pour eux ? Que diraient les croyants, puisque ce sont eux qui s'opposent avec le plus de vigueur à toute évolution dans le débat qui nous occupe, si une société laïque leur enlevait le droit de mourir selon les dogmes de leur religions ?

En fait, je soupçonne qu'une partie de l'explication est que les croyants n'acceptent pas que d'autres puissent bénéficier d'avantages qui leur seraient interdits, au nom d'une justice dont ils sont les seuls à voir la logique. À moins que ce soit pour le salut de nos âmes, auquel cas je suggérerai à chacun de ces opposants de se consacrer exclusivement au salut de sa seule âme, ce qui est déjà tout un programme, et pour lequel chacun d'entre nous n'a pas trop de toutes ses compétences et capacités.

De plus, je déplore que les opposants en question n'ai souvent pas le courage de combattre à visage découvert, de revendiquer qu'il s'opposent à tout ce qui leur paraît contraire à la lettre des dogmes de leur religion. Pour eux, il est préférable de mourir pitoyablement mais selon le dogme que de mourir dans la dignité contre le dogme, un peu comme le pitoyable docteur Diafoirus du Malade imaginaire de Molière, qui affirmait que «Il vaut mieux mourir selon les règles que guérir contre les règles».

Comment ne pas comprendre que le droit de mourir dans la dignité inclut nécessairement le droit de ne plus être contraint de mourir dans l'indignité, c'est-à-dire dans la souffrance et la déchéance physique, voire mentale, surtout lorsque d'autres choix sont disponibles ?

Nous avons de multiples exemples où une mort cruelle peut effacer la satisfaction d'avoir eu une vie globalement réussie. Dès les débuts de la philosophie, il y a quelque 25 siècles, Solon l'avait déjà compris, comme en témoigne ce qu'il répondit à Crésus qui lui demandait «Quel est l'homme le plus heureux que vous ayez connu ?» Il lui répondit, je cite : «L'homme qui connaît une belle mort est l'homme que vous cherchez. Les biens sur cette terre sont aussi éphémères que la vie elle-même. Le critère ultime d'une vie heureuse, c'est la qualité de la mort qu'elle soit glorieuse au combat ou sereine après une longue vie». Fin de la citation.

Il y a plus de vingt siècles, un penseur célèbre, Cicéron, avait déjà tout compris de ce dont nous débattons encore en ce début du XXI^e siècle ; je le cite : « Si les douleurs sont supportables, endurons-les ; sinon quittons la vie, si elle nous déplaît, comme en un théâtre. » Et il y a vingt-quatre siècles, Diogène répondit à un grabataire qui, se déplaçant sur une civière, le saluait : «Point de salut à toi, qui accepte de vivre en cet état», et qui s'enleva la vie peu après.

Parmi bien d'autres avis compétents et témoignages, je pourrais citer l'ancien secrétaire général de l'ONU, Dag Hammarskjöld : « Je crois que nous devons mourir avec décence, afin qu'au moins la décence survive. » décence étant pris ici clairement pris au sens de dignité ; le professeur Jean Lhermitte : « Il nous faut accepter la mort. Tout homme a le droit de mourir en paix et à son heure. Le respect de la vie passe d'abord par le respect de la mort. » ; ou encore le philosophe Nietzsche : « Mourir fièrement lorsqu'il n'est plus possible de vivre fièrement. »

Nous sommes de plus en plus nombreux à comprendre que lorsque la vie dans la dignité n'est plus possible, le moins mauvais choix est au moins une mort dans le plus de dignité possible, c'est-à-dire en évitant autant que possible les déchéances physiques et mentales, et la douleur, tant pour nous-même que pour nos proches.

Quant à moi, quand je serai comme on dit à l'article de la mort, et tant que je serai lucide, je ne reconnaitrai à personne, et pas plus aujourd'hui aux médecins que naguère aux curés, le droit de

décider à ma place de quelle manière je vais terminer ma vie. Ceux qui comme moi se sont affranchis du magistère des curés n'ont pas l'intention de le remplacer par un magistère des médecins. Le médecin doit se borner à informer le patient sur son état, ainsi que sur les choix médicaux qui s'offrent à lui.

Et pour le cas où je perdrais mes facultés mentales, c'est à moi seul de choisir auparavant la personne que je juge la plus compétente pour en décider pour moi, à partir de la volonté que je lui aurais exprimée, par écrit si possible, et des valeurs qu'elle me connaît ; ce que j'ai déjà fait il y a longtemps. Aucune loi ne changera rien à ma décision ; mais selon la loi, ma décision y sera conforme ou non.

Ces diverses considérations m'ont amené à me demander jusqu'à quel point la société pluraliste, vers laquelle nous évoluons lentement mais irrésistiblement, devra nécessairement continuer d'accepter les idéologies intolérantes, dont nous savons qu'elles n'hésitent pas à imposer leurs dogmes aux autres citoyens dès qu'elles en ont la capacité. Inversement, les croyants devraient s'interroger, pendant qu'il en est encore temps, sur le danger que leur intolérance finisse par lasser la tolérance des autres.

Mesdames, messieurs, je vous remercie de m'avoir écouté.

MAX BAUCHET

max_bauchet@hotmail.com